

**Arrêté du 12 février 2024 portant nomination
(régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal judiciaire de Mende**

NOR : JUSB2404355A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;

Vu le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et d'avances auprès des greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2022 portant modification de l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 31 janvier 2024 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Il est, à compter du 1^{er} novembre 2023, mis fin aux fonctions de Madame Marie-Madeleine REYNAUD (BRUGERON), adjointe administrative principale, en sa qualité de régisseur des recettes et d'avances auprès du tribunal judiciaire de Mende.

Article 2

Madame Béatrice CARRIERE, directrice des services de greffe, est nommée régisseuse intérimaire, pour une période de 6 mois, du 4 janvier 2024 au 3 juillet 2024, auprès du tribunal judiciaire de Mende.

Article 3

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Nîmes, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 12 février 2024

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation,
P/La sous-directrice des ressources humaines des greffes
La cheffe du bureau des carrières et de la mobilité
professionnelle,



Sandrine DE VILLELE

Le régisseur	signature
--------------	-----------